

<https://www.associations.gouv.fr/1242-organisation-voyages-associatifs-et-sejours-exceptionnels.html>

L'organisation de voyages et de séjours exceptionnels ou à l'occasion d'assemblées générales

Une réponse ministérielle à une question écrite

Publié le : vendredi 9 novembre 2012 - Modifié le : lundi 7 novembre 2016

La loi 2009-888 du 24 juillet 2009 relative à la modernisation du tourisme impose une obligation d'immatriculation touristique pour les associations qui peuvent être amenées à intervenir dans le secteur touristique. Des dispositions particulières pour les associations.

Les associations doivent-elles détenir l'immatriculation tourisme pour organiser un voyage ?

La loi 2009-888 du 24 juillet 2009 relative à la modernisation du tourisme impose une **obligation d'immatriculation touristique pour les associations qui peuvent être amenées à intervenir dans le secteur touristique**. Des dispositions particulières pour les associations.

Les activités de vente de voyages et de séjours quelle que soit la clientèle à laquelle elles s'adressent présentent des risques physiques et pécuniaires notamment. **L'immatriculation au registre des opérateurs de voyages et de séjours vise à maîtriser autant que possible ces risques** en soumettant les opérateurs à des **obligations de garantie financière, d'assurance de responsabilité civile professionnelle et d'aptitude professionnelle**.

Si le principe est donc l'obligation d'immatriculation, il existe dans le code du tourisme des **dispositions spécifiques concernant les associations ou organismes sans but lucratif**.

C'est ainsi que l'article L.211-18 III-a du code du tourisme précise que ne sont pas tenus de satisfaire aux conditions d'aptitude professionnelle, d'assurance de responsabilité civile professionnelle et de garantie financière et à l'immatriculation les associations et organismes sans but lucratif qui n'ont pas pour objet l'organisation de voyages et de séjours et qui ne se livrent à ces opérations qu'à l'occasion de leurs assemblées générales ou de voyages exceptionnels, liés à leur fonctionnement et qu'ils organisent pour leurs adhérents ou ressortissants.

Le législateur n'a pas précisé le nombre de voyages au-delà duquel l'immatriculation est requise. Cette disposition ne pourra le cas échéant être interprétée que par le juge. Par ailleurs, pour les organismes qui seraient soumis à l'obligation d'immatriculation du fait des activités de voyages et de séjours qu'ils organisent, il convient de rappeler qu'ils ont pour alternative la possibilité de s'adresser à des opérateurs immatriculés au registre des opérateurs de voyages et de séjours tenu par Atout France (3). Notre avis Il y a un risque évident. Si le voyage se passe bien, rien à dire. Mais en cas de problème, une plainte peut être déposée par un membre ou par sa famille et seul le juge pourra trancher en s'appuyant sur une loi qui n'est pas adaptée. Nous ne pouvons que conseiller aux associations de se rapprocher d'un organisme comme ATOUT FRANCE afin de ne pas prendre de risques inutiles.

(1) Réponse secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation publiée au JO le 24/04/2012 à la [question posée par M. Régis Juanico](#).